



European Economic and Social Committee

CESE info

Le Comité économique et social européen

Un pont entre l'Europe et la société civile organisée

décembre 2019 | FR

[Le point de vue de la rue - un podcast du CESE](#)

Épisode 1 - **Qu'en est-il de l'état de droit?**

Your browser does not support the audio element.

Le point de vue de la rue est le titre d'une nouvelle série de podcasts lancée par le Comité économique et social européen (CESE). Y sont abordés des sujets brûlants dont tout le monde semble débattre ces temps-ci, et ce, sous la perspective de la société civile et avec des témoignages des parties prenantes sur le terrain et des contributions des membres du CESE qui représentent leurs intérêts à Bruxelles.

Le premier épisode de cette série, intitulé «**Qu'en est-il de l'état de droit?**», présente **José Antonio Moreno Díaz**, membre espagnol du CESE, qui explique ce qu'entreprend le groupe du CESE sur les droits fondamentaux et l'état de droit pour contribuer à repousser les attaques qui se multiplient contre les valeurs centrales de l'UE, telles que celles exposées par les deux autres invités du podcast, **Jolanta Kurska**, de la fondation polonaise Geremek, et **Wojciech Przybylski**, rédacteur en chef de la revue «Visegrad Insight» à Varsovie. (II)

Langues disponibles:

[bg](#) [cs](#) [da](#) [de](#) [el](#) [en](#) [es](#) [et](#) [fi](#) [fr](#) [ga](#) [hr](#) [hu](#) [it](#) [lt](#) [lv](#) [mt](#) [nl](#) [pl](#) [pt](#) [ro](#) [sk](#) [sl](#) [sv](#)

Éditorial



«Une société égalitaire serait une société où le mot "genre" n'existerait pas: où chacun pourrait être soi-même», a déclaré la journaliste et féministe américaine Gloria Steinem.

Mais pour y parvenir, nous devons redoubler d'efforts. Bien que l'on constate des progrès, l'égalité entre les hommes et les femmes est encore un rêve. Au CESE, nous travaillons depuis des années à sensibiliser l'opinion publique à ce sujet et à le remettre à l'ordre du jour. Nous ne voulons plus entendre de simples déclarations de bonnes intentions en matière d'égalité, nous voulons que des décisions politiques soient prises pour y parvenir.

Nous devons surmonter les stéréotypes sexistes. Nous devons nous opposer aux stéréotypes véhiculés par certains médias, groupes religieux ou autres. Ce que nous exigeons, c'est que l'inégalité entre les sexes soit activement combattue dans tous les domaines; sinon, nous devons attendre encore cent ans pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'éducation et l'information doivent guider l'opinion publique sur l'égalité entre les sexes, influencer positivement l'opinion publique et contribuer à accroître la pression en faveur d'une meilleure représentation des femmes dans la société, dans l'économie, dans la politique et dans la prise de décisions.

Déjà, le traité de Rome, signé le 25 mars 1957, a consacré l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que sujet fondamental, et le principe du salaire égal pour un travail égal fut introduit dans les premiers traités. Plus de 60 ans plus tard, nous n'avons même pas atteint ce seul objectif dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

En outre, le monde du travail ne reflète pas encore la représentation des sexes dans la population: alors que les femmes représentent 51 % de la population de l'UE, seulement 67 % d'entre elles travaillent. De tous les entrepreneurs, seulement 31 % sont des femmes. Au niveau mondial, elles ne représentent que 39 % de la population active et ne contribuent qu'à 37 % du PIB mondial. Ce déséquilibre retarde la croissance économique soutenue, l'innovation et le progrès social.

Selon les recherches, si les femmes participaient à l'économie au même niveau que les hommes, le PIB mondial pourrait

augmenter de 26 % d'ici 2025. L'inégalité entre les sexes n'est donc pas seulement une question morale et sociale, mais aussi un défi économique.

Notre institution reflète aussi ce déséquilibre, seulement 30 % de nos membres sont des femmes.

Le Comité économique et social européen a donc décidé de consacrer l'édition 2019 de son prix phare de la société civile aux organisations qui travaillent pour la promotion d'une augmentation de la présence des femmes dans le tissu socioéconomique de l'UE. Le prix récompense des initiatives et des projets novateurs qui visent à lutter pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et leur égalité de traitement dans tous les domaines.

Les cinq meilleurs projets ont déjà été sélectionnés. Et je suis fière de dire que le prix ira à ceux qui tentent de faire de ce monde un endroit meilleur - non seulement pour les femmes, mais aussi pour notre société dans son ensemble!

Ce numéro de CESEinfo est le dernier de l'année, et j'aimerais profiter de cette occasion pour vous remercier de votre excellente coopération et vous souhaiter une belle année 2020.

Isabel Caño Aguilar

Vice-Présidente pour la communication

À vos agendas

19 décembre 2019, Bruxelles

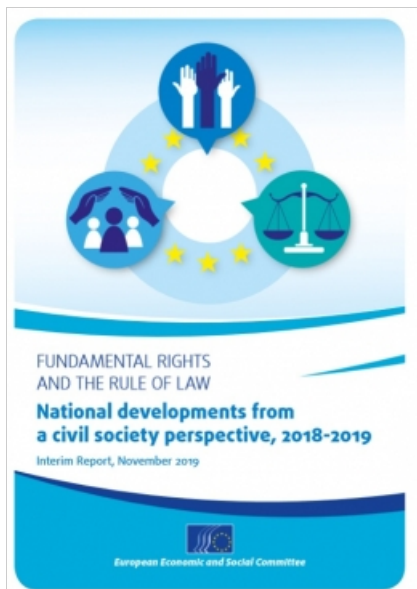
16^e réunion du groupe consultatif de l'UE dans le cadre de l'accord d'association UE-Amérique centrale

22-23 janvier 2020, Bruxelles

Session plénière du CESE

En bref

[Le CESE organise sa première conférence consacrée à l'état de droit](#)



La conférence du CESE sur le thème «Droits fondamentaux et état de droit - Tendances au sein de l'UE, du point de vue de la société civile», qui a eu lieu à Bruxelles le 5 novembre dernier, a mis en évidence la nécessité urgente d'associer la société civile à la promotion d'une culture de l'état de droit en Europe.

Au vu de l'augmentation du nombre de cas constatés de violations des valeurs fondamentales de l'UE, la conférence du CESE a appelé à un dialogue mûr et structuré entre les gouvernements et la société civile afin d'inverser la régression que connaît l'état de droit dans l'UE.

La conférence s'est appuyée sur le tout nouveau [rapport](#) du CESE relatif à la situation de l'état de droit en Europe. Celui-ci a été élaboré par le groupe du CESE sur les droits fondamentaux et l'état de droit (DFED), à la suite des premières visites qu'il a effectuées dans les États membres en 2018 et 2019 afin de repérer les tendances générales relatives à cette valeur fondamentale de l'Union européenne ainsi que les caractéristiques spécifiques à chaque pays. Le groupe «Droits fondamentaux et état de droit» prévoit de se rendre dans tous les États membres de l'UE dans les années à venir. (II)

[Le Comité économique et social européen s'apprête à déployer son nouveau logo](#)

Avec ses trois arcs de cercle, le nouveau logo symbolise l'esprit de compromis entre les trois groupes du Comité, qui est à la base de ses activités.

Le logo actuel n'a pas changé depuis 21 ans. Le nouveau est en accord avec ceux des autres institutions de l'UE et vise à renforcer l'identité visuelle du Comité, non seulement dans le contexte institutionnel bruxellois, mais aussi dans les États membres.

Le nouveau logo sera apposé sur toute la gamme de nos supports visuels au cours des dix prochains mois et devrait être complètement déployé à temps pour le renouvellement du CESE, en octobre 2020. (ks)



Nos vœux de fin d'année



Nous tenons à vous remercier pour l'intérêt que vous nous avez porté tout au long de cette année 2019: nous avons énormément apprécié chacun de vos «j'aime», de vos «partager», de vos «retweeter», et chacune de vos paroles d'encouragement!

Nous vous souhaitons un très joyeux Noël et une année 2020 toute en prospérité.

L'équipe de CESE info

L'équipe de CESE info

Nouvelles du CESE

Feu vert du Parlement européen à la nouvelle Commission européenne. Entrée en action le 1 décembre 2019



Déclaration de Luca Jahier, président du CESE

Feu vert pour l'équipe #vonderleyen: réalisons maintenant une Europe durable dans l'intérêt des citoyens!

27.11.2019

Le vote qui a eu lieu aujourd'hui au Parlement européen ouvre la voie à une nouvelle ère pour l'Europe. Je suis convaincu que la nouvelle présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et son équipe de vice-présidents exécutifs, de vices-présidents et de commissaires donneront un nouvel élan à notre continent, dans la droite ligne des résultats encourageants des élections européennes de mai. Nos citoyens nous ont donné cinq ans pour construire l'Europe de demain et nous ne devons pas laisser passer cette chance.

Le programme de la nouvelle présidente de la Commission, qui inclut notamment le pacte vert comme nouvelle stratégie de croissance pour une Europe durable, l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits fondamentaux, reflète fidèlement les priorités du Comité économique et social européen (CESE). Notre maison de la société civile européenne est fermement convaincue qu'il est grand temps que l'Union européenne adopte et mette en œuvre un programme durable ambitieux. Cela demandera un changement de mentalité.

Lors de sa session plénière d'octobre, le CESE a présenté sa contribution au programme de travail de la Commission européenne pour les cinq prochaines années, et a souligné que l'UE doit concentrer ses efforts sur le changement climatique, la numérisation, l'état de droit et la mondialisation, et adopter un nouveau système de gouvernance, qui associe plus étroitement les organisations de la société civile.

Le CESE recommande à la Commission européenne de structurer son plan d'action pour 2020 et au-delà autour de cet axe. Le Comité plaide également en faveur d'une stratégie globale de l'UE à l'horizon 2050 en faveur de la durabilité afin de mettre en œuvre le programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD), ce que l'Union européenne s'est engagée à réaliser à l'échéance prévue.

Nous devons agir simultanément à tous les niveaux et créer une dynamique d'action en vue de relever les défis environnementaux, économiques et sociaux urgents auxquels nous sommes confrontés. Il est primordial de mettre en œuvre le socle des droits sociaux pour une transition juste et équitable. Le Comité souligne aussi qu'il est crucial que l'UE se dote d'une nouvelle structure de gouvernance, ainsi que de règles et d'instruments nouveaux pour concevoir et mettre en œuvre ses politiques. Il convient en particulier de renforcer le rôle du Parlement européen afin de promouvoir une plus grande responsabilité démocratique.

L'objectif de durabilité dans toutes ses dimensions requiert un effort et un engagement considérables de la part de toutes les parties concernées. Un débat démocratique ouvert, fondé sur la participation structurée de la société civile, est donc essentiel pour rendre la

transition équitable et efficace.

Nous avons également pris acte de la décision de M^{me} von der Leyen de donner un nouvel élan à la démocratie européenne au moyen d'une conférence sur l'avenir de l'Europe. Cette conférence doit être organisée avec la pleine participation du CESE, étant donné que nous sommes l'organe européen le plus proche des citoyens et l'incarnation la plus authentique de la démocratie participative. Enfin, je suis enchanté de constater que la culture est désormais reconnue comme un pont entre notre passé et notre avenir et qu'elle figure sous une nouvelle appellation dans le portefeuille de la commissaire Mariya Gabriel.

Maintenant, plus que jamais, nous sommes déterminés à soutenir une Europe plus ambitieuse.

Comme l'a dit la nouvelle présidente, mettons-nous au travail, ENSEMBLE!

«Le Brexit n'est qu'une étape, pas une destination finale»



Un débat avec Michel Barnier, négociateur en chef de l'Union européenne pour le Brexit, a notamment été organisé dans le cadre de la session plénière du CESE le 30 octobre. Au cours de ce débat, M. Barnier a plaidé en faveur d'un partenariat étroit entre l'Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit, en gardant à l'esprit que la paix en Irlande doit être une priorité et que «l'intégrité du marché unique n'est pas négociable».

Michel Barnier a exposé son point de vue sur l'état d'avancement des négociations sur le Brexit aux membres du CESE et a insisté sur le fait que la Commission européenne était déterminée à conclure un retrait ordonné, étant donné que «*le risque que le Brexit se produise sans accord ratifié subsiste*». Il a en outre insisté sur le fait que «le Brexit n'est qu'une étape, pas une destination finale» et que le défi le plus important est à présent de

reconstruire un nouveau partenariat entre l'UE et le Royaume-Uni, qui repose sur deux piliers: les échanges économiques et la coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense.

Le président du CESE, **Luca Jahier**, a ouvert le débat en soulignant le rôle important que les représentants de la société civile pourraient jouer dans un scénario post-Brexit. «*Il est essentiel que les relations tissées au cours des 44 dernières années avec les organisations de la société civile britannique soient non seulement préservées, mais aussi renforcées; il reste un long chemin à parcourir et la tâche ne sera pas facile, mais le CESE sera toujours de votre côté*», a déclaré M. Jahier.

Et le prix de la société civile du CESE est décerné à...



Le Comité économique et social européen a sélectionné cinq finalistes parmi les quelque 180 projets inspirants qui étaient candidats à l'édition 2019 du prix de la société civile, consacrée au développement du potentiel des femmes et à la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les nominés sont les suivants, par ordre alphabétique:

- **Contes de fées**, projet porté par l'association bulgare NAIA, qui enseigne l'égalité entre les femmes et les hommes à des enfants de maternelle en utilisant des contes classiques;
- **#mimmitkoodaa (Les femmes codent)**, programme lancé par l'Association finlandaise du logiciel et du commerce en ligne (Ohjelmisto- ja e-business ry), destiné à lutter contre le stéréotype selon lequel tous les développeurs de logiciels seraient forcément des hommes;
- **Ogólnopolski Strajk Kobiet (Grève polonaise des femmes)**, initiative qui permet à des femmes, activistes au sein de petites communes ou de villes moyennes, de lutter elles-mêmes pour faire changer les choses;
- **The Brussels Binder**, organisation belge qui se bat pour que les femmes soient mieux représentées lors des débats sur les politiques européennes;
- **Toponymie féminine**, projet italien visant à augmenter le nombre de lieux portant les noms de femmes remarquables de manière à leur accorder la reconnaissance publique qu'elles méritent.

Le classement final sera dévoilé lors de la cérémonie de remise des prix qui aura lieu le 12 décembre prochain, au cours de la session plénière du CESE à Bruxelles. Le lauréat qui remportera le premier prix recevra 14 000 EUR, et les autres finalistes 9 000 EUR chacun.

Le CESE a choisi ce thème pour l'édition 2019 de son prix de la société civile par volonté de rappeler son engagement indéfectible en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, qui n'est pas encore une réalité en Europe. Les femmes continuent de gagner moins que les hommes, elles sont discriminées et subissent souvent des violences sexistes. En mettant à l'honneur des projets qui présentent des réalisations concrètes visant à promouvoir l'égalité des chances, le CESE espère mettre en avant les progrès accomplis sur la voie d'une société plus égalitaire pour les femmes et les hommes, et favoriser la poursuite d'actions dans ce domaine. (II)

Les droits et la citoyenneté de l'UE ne sont pas à vendre



Ces dernières années, à la suite de la crise financière, plusieurs États membres de l'Union européenne ont mis en place des programmes de citoyenneté et de résidence par investissement dans le but d'attirer des investisseurs et d'accroître leurs recettes. Selon un avis adopté par le CESE lors de sa session plénière d'octobre, cette pratique comporte des risques importants et devrait être interdite dans tous les États membres de l'UE.

Un grand nombre d'États membres de l'Union ont mis sur pied des programmes dits de « passeports dorés » ou de « visas dorés », qui permettent à des ressortissants de pays tiers d'accéder rapidement à la qualité de citoyen ou de résident d'un État membre de l'UE en échange d'investissements importants dans l'État membre concerné. Dans son avis sur les [« Programmes de citoyenneté et de résidence par investissement dans l'Union européenne »](#),

le CESE remet ces pratiques en cause et exhorte les États membres à supprimer progressivement ces programmes ou, à défaut, à fournir des arguments raisonnables pour justifier leur maintien.

L'avis du CESE approuve un récent [rapport du service de recherche du Parlement européen](#), lequel demande lui aussi qu'il soit mis fin dans les meilleurs délais à tous les programmes existants. En outre, un [rapport élaboré par la Commission européenne](#) met l'accent sur les risques que présentent ces programmes du point de vue de la sécurité, du blanchiment de capitaux, de la fraude fiscale et du contournement des règles de l'UE.

Jean-Marc Roirant, rapporteur de l'avis du CESE, souligne que *« souvent, ces programmes ne sont pas conformes aux droits fondamentaux qui sous-tendent la coopération européenne »*, et insiste sur la nécessité de les supprimer dans l'ensemble de l'UE, ajoutant que *« le CESE s'inquiète fortement de la publicité faite aux droits et à la citoyenneté de l'Union comme s'il s'agissait de produits à vendre »*. (dgf)

Le développement durable doit être une priorité absolue pour l'avenir de l'Europe



Le développement durable doit être au cœur de l'avenir de l'Europe. Dans la résolution rédigée par Patricia Círez Miqueleiz, Rudy De Leeuw et Lutz Ribbe et adoptée lors de la session plénière d'octobre, le CESE recommande à la Commission européenne d'axer son futur plan de travail pour 2020 et au-delà sur ce pilier. Le Comité plaide en faveur d'une stratégie globale de l'UE à l'horizon 2050 en faveur de la durabilité afin de mettre en œuvre le programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030 et ses dix-sept objectifs de développement durable (ODD), que l'Union européenne s'est engagée à réaliser d'ici 2030.

« Nous sommes heureux de pouvoir apporter une contribution solide et équilibrée aux priorités politiques de l'UE pour les cinq prochaines années. Nous soutenons le pacte vert pour l'Europe porté par la présidente élue de la Commission, Ursula von der Leyen, en tant que moteur essentiel du changement. Nous devons agir simultanément à tous les niveaux et créer une dynamique d'action en vue de relever les défis économiques, sociaux et environnementaux urgents auxquels nous sommes confrontés », a indiqué **Luca Jahier**, président du CESE.

pour l'Europe porté par la présidente élue de la Commission, Ursula von der Leyen, en tant que moteur essentiel du changement. Nous devons agir simultanément à tous les niveaux et créer une dynamique d'action en vue de relever les défis économiques, sociaux et environnementaux urgents auxquels nous sommes confrontés», a indiqué **Luca Jahier**, président du CESE.

Le CESE souligne que l'ampleur et la vitesse du changement exigent d'agir sans tarder dans quatre domaines: le changement climatique, la numérisation, l'état de droit et la mondialisation. Il affirme également qu'il est crucial que l'UE se dote d'une nouvelle structure de gouvernance, ainsi que de règles et d'instruments nouveaux pour définir et mettre en œuvre ses politiques. En particulier, il convient de renforcer le rôle du Parlement européen afin de promouvoir une plus grande responsabilité démocratique. Le CESE est prêt à contribuer activement à la conférence sur l'avenir de l'Europe proposée par M^{me} von der Leyen pour 2020.

« Une faute géostratégique et historique »



Le CESE critique la décision du Conseil de ne pas ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie

Le CESE est profondément déçu par la décision prise par les dirigeants de l'Union européenne, lors du Conseil européen des 17 et 18 octobre derniers, de reporter encore l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie.

Selon **Luca Jahier**, président du CESE, il s'agit de *« la mauvaise décision, prise pour la deuxième fois, et de la rupture d'une promesse, qui met en péril la crédibilité de l'Europe »*. Il considère la résolution du CESE comme un *« engagement solidaire tacite »*.

Dans sa résolution, le CESE qualifie la non-ouverture des négociations de **faute géostratégique et historique**. *« L'Union européenne ne doit pas négliger le fait que d'autres acteurs mondiaux avancent déjà leurs pions et deviennent de plus en plus actifs dans cette région »,* a souligné le président Jahier.

«Pour la population des Balkans occidentaux, et plus particulièrement les jeunes, l'Europe est porteuse d'espoir», a renchéri **Dilyana Slavova**, présidente de la section «Relations extérieures» du CESE, en invitant les membres à considérer cet élargissement comme une réunification.

La déclaration du 7^e Forum de la société civile des Balkans occidentaux a rappelé que l'élargissement de l'Union européenne permettrait de diffuser ses valeurs démocratiques et ses normes juridiques dans cette partie du monde. Les membres ont prévenu qu'il ne fallait pas sous-estimer le signal qu'aurait envoyé l'ouverture des négociations à la population.

Leur credo commun: «nous devons tenir notre promesse et insuffler de l'espoir aux citoyens». (dgrf)

La culture peut servir de levier pour renforcer l'Union européenne



variation et le mouvement.»

Lors de sa session plénière d'octobre, le CESE a organisé un débat sur le thème «rEUnaissance - Une vision culturelle pour l'Europe».

En guise d'introduction, **Luca Jahier**, président du CESE, s'est félicité qu'Emmanuel Macron ait accueilli favorablement son idée d'une renaissance de l'Europe. «Nous ne devons pas oublier que notre continent était un espace culturel avant d'être un concept politique, et qu'un tel espace n'implique pas l'homogénéité, mais une évolution qui s'inscrit dans la

André Wilkens, directeur de la [Fondation européenne de la culture](#), a souligné que la culture pourrait être utilisée à mauvais escient pour diviser les communautés, devenant dès lors une menace pour l'intégration européenne. «Nous ne devons pas sous-estimer le pouvoir d'influence de la culture», a ajouté **Pier Luigi Sacco**, conseiller spécial du commissaire européen Tibor Navracscics, avant d'indiquer que la culture peut constituer un moteur de changement, dans la mesure où elle dissipe les inquiétudes des citoyens face à l'inconnu.

Elke Kaschl Mohni, directrice de l'[Institut Goethe de Bruxelles](#), a évoqué le rôle de la culture dans les relations extérieures en insistant sur l'équité et les relations interpersonnelles. «Les relations culturelles ont pour but de renforcer la confiance et la compréhension», a-t-elle déclaré. Pour terminer, **Airan Berg**, directeur artistique du [Festival des régions](#), a affirmé que la culture et l'art étaient susceptibles de pousser les gens à explorer de nouvelles perspectives.

Luca Jahier a conclu la discussion en indiquant que la culture devait figurer parmi les priorités lors de l'élaboration des politiques, et a proposé de créer un nouvel organe chargé des questions culturelles au sein du CESE. (sma)

Le CESE appelle à prendre des initiatives pour tirer parti des énormes perspectives de croissance qu'offre la bioéconomie bleue



approprié au moyen d'instruments adéquats.»

Le potentiel de la bioéconomie bleue reste largement inexploité dans l'Union européenne. Le CESE recommande par conséquent la mise sur pied de projets pilotes paneuropéens associant les acteurs locaux et la communauté scientifique.

À la demande de la présidence finlandaise, le CESE a élaboré un avis exploratoire sur la **bioéconomie bleue**, portant sur les activités économiques basées sur l'utilisation durable des ressources aquatiques renouvelables et l'expertise correspondante. Le CESE a adopté cet avis lors de sa session plénière en octobre.

Comme le rapporteur **Simo Tiainen** l'a expliqué, «la restauration de la biodiversité des mers, des lacs et des rivières ouvrira de nouvelles perspectives commerciales pour les entreprises. Cette démarche requiert des innovations technologiques et un soutien financier

La bioéconomie bleue devrait devenir un élément central du programme de coopération de l'Union européenne avec les Nations unies et constituer un outil pour réaliser les objectifs de l'accord de Paris en matière de changement climatique. «Il sera nécessaire de déployer des efforts importants pour restaurer la biodiversité dans les eaux marines et intérieures, ainsi que pour tirer parti de leur capacité à capturer le CO₂. De cette manière, nous créerons également des emplois de qualité dans les zones rurales, côtières et insulaires», a conclu le corapporteur **Henri Malosse**. (mr)

Le CESE propose d'instaurer une certification européenne pour les produits de l'IA dignes de confiance



Le CESE considère que l'UE devrait mettre en place une certification pour l'intelligence artificielle digne de confiance; un organisme indépendant serait chargé de délivrer cette certification après avoir vérifié que les produits satisfont à un certain nombre d'exigences essentielles, telles que la résilience, la sécurité et l'absence de préjudice, de discrimination ou de biais. Le CESE a avancé cette proposition dans deux de ses récents avis portant sur l'évaluation des lignes directrices de la Commission européenne en matière d'éthique relative à l'IA.

Le CESE estime que cette certification contribuerait largement à renforcer la confiance du public dans l'intelligence artificielle en Europe. Si d'aucuns mettent l'accent sur le fait que les algorithmes doivent pouvoir être expliqués si l'on veut que le public ait confiance dans les applications de l'IA, force est de constater que les systèmes d'IA et l'apprentissage automatique sont tellement complexes

que même les développeurs ne savent pas vraiment quel sera le résultat et doivent mettre au point des outils de test pour connaître les limites du système.

Le CESE propose de confier ces tests à un organisme indépendant - une agence, un consortium ou toute autre entité à définir - qui évaluera les systèmes sous l'angle du préjudice, de la discrimination, des biais, de la résilience, de la robustesse et surtout de la sécurité. Les entreprises pourraient utiliser la certification pour prouver qu'elles développent des systèmes d'IA sûrs, fiables et conformes aux valeurs et aux normes européennes.

Selon Franca Salis-Madinier, rapporteure de [l'avis général du CESE sur la communication de la Commission européenne](#), «les produits de l'IA peuvent être comparés aux médicaments. Ceux-ci peuvent être bénéfiques, mais aussi dangereux, et ils doivent recevoir une certification avant de pouvoir être commercialisés. Les fabricants doivent prouver qu'ils ont réalisé suffisamment d'essais et de tests pour garantir que leur produit est bénéfique. La même approche devrait être adoptée pour les machines à IA».

Le CESE insiste par ailleurs sur la nécessité de définir des règles claires en matière de responsabilité. «La responsabilité doit toujours être liée à une personne, qu'elle soit physique ou morale. Les machines ne peuvent être tenues pour responsables en cas de défaillance», déclare Ulrich Samm, rapporteur de [l'avis du CESE sur les incidences des lignes directrices relatives à l'IA sur le secteur automobile](#). Pour le CESE, l'assurabilité des systèmes d'IA est aussi une question qui doit être examinée en priorité. (dm)

[Chaînes de blocs - Le CESE estime que l'UE devrait devenir le leader mondial](#)



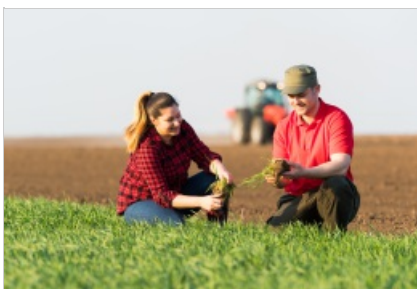
Si la technologie des chaînes de blocs dispose du potentiel pour transformer notre société, clarté et sécurité sont toutefois indispensables sur le plan juridique, d'où la nécessité d'adopter une approche européenne commune. Tel est le message central formulé dans un avis d'initiative adopté le 30 octobre dernier par le CESE, lequel invite aussi la Commission européenne à lancer une initiative globale afin que l'Union devienne une référence mondiale dans ce domaine.

Cette technologie peut être appliquée dans de nombreux secteurs en vue d'accroître la sécurité et la transparence, et elle peut même contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Toutefois, comme l'indique le CESE dans son avis, il reste plusieurs défis à relever et il est urgent de garantir la clarté et la sécurité, ainsi que la protection de la vie privée.

Le CESE préconise dès lors une approche européenne commune et demande à la Commission de lancer une initiative globale s'articulant autour des objectifs de développement durable. Cette initiative devrait être complétée par un plan d'action permettant à l'Europe de devenir le point de référence en matière de chaînes de blocs dans le monde entier.

À cette fin, l'une des priorités consiste à remédier à l'insécurité juridique. L'actuel cadre législatif manque de clarté et demeure fragmenté au niveau des États membres. Il est en outre primordial de protéger la vie privée, de garantir l'interopérabilité entre les différentes plateformes de chaînes de blocs et de réduire les coûts de transaction, souvent prohibitifs. (dgf)

[Le CESE plaide en faveur d'une PAC qui contribue à garantir le renouvellement des générations](#)



La coopération et le partenariat entre l'UE, les gouvernements nationaux et la société civile seront essentiels pour favoriser le renouvellement des générations au sein de la population agricole.

«Le renouvellement des générations est un problème qui dépasse largement l'abaissement de l'âge moyen des agriculteurs européens. Il s'agit essentiellement de repenser l'ensemble de la stratégie de manière à attirer des jeunes vers le métier d'agriculteur et de revitaliser ainsi le monde rural», a souligné Piroska Kállay, rapporteure de l'avis du CESE sur la question, qui a été adopté lors de la session plénière organisée par le CESE en octobre.

John Bryan, corapporteur, a quant à lui déclaré: «Il convient d'assurer une plus grande cohérence entre les mesures de la PAC et les politiques fiscales et cadres juridiques nationaux afin de faciliter la transmission des exploitations.»

Les principales préoccupations des jeunes agriculteurs européens sont les revenus agricoles, les lourdeurs administratives, la concurrence déloyale, le financement, l'accès à la terre, l'accès à des méthodes de transfert de connaissances pratiques, le manque de services de base tels que le haut débit, et l'isolement social. La réussite dans les faits du renouvellement des générations constitue l'un des plus importants défis de notre époque, mais aussi une chance à saisir.

Il est dès lors essentiel de s'attaquer à tous ces problèmes dans le cadre du budget de la PAC pour la période 2021-2027 afin de répondre aux besoins de financement d'un réel soutien. À cette fin, le CESE propose qu'un minimum de 2 % du budget de la PAC (piliers I et II) soit alloué au soutien des jeunes agriculteurs. (mr)

[Semestre européen: le cycle de 2020 doit se concentrer sur une croissance durable et inclusive](#)

Selon le [CESE](#), en 2020, la coordination des politiques économiques des différents États membres doit permettre d'éviter le risque de récession et orienter l'économie de l'Union vers une croissance durable et inclusive. Il convient notamment de renforcer les efforts de réforme, les investissements et le respect de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM), et de prévoir une participation plus structurée de la société civile au processus du Semestre européen.



Dans trois documents adoptés récemment, le CESE a salué les progrès accomplis dans le cadre du Semestre européen en 2019, tels que l'accent désormais placé sur les investissements et l'importance plus significative accordée aux objectifs sociaux et environnementaux. Il a toutefois demandé également une série de modifications supplémentaires susceptibles d'améliorer le Semestre, d'atténuer les risques actuels et de renforcer la résilience et le potentiel de croissance de l'UE et des économies de la zone euro.

Le CESE estime par exemple que, à cette fin, il est essentiel que la politique budgétaire accompagne la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne au moyen d'une orientation budgétaire globale positive dans la zone euro, tout en respectant les principes de la discipline budgétaire.

Ces changements devraient être assortis d'autres mesures importantes dans le cadre du prochain cycle du Semestre européen, lesquelles auront pour but:

- d'encourager l'introduction de réformes structurelles efficaces grâce à des stratégies d'investissement bien ciblées;
- de se concentrer aussi bien sur les objectifs sociaux, environnementaux, macroéconomiques que budgétaires;
- de favoriser davantage d'investissements privés et publics;
- de remédier au respect insuffisant de la PDM par les États membres.

Enfin, le CESE plaide pour une participation renforcée de la société civile aux niveaux européen et national et à tous les stades du cycle du Semestre européen. Cela pourrait renforcer l'engagement en faveur des réformes et l'adhésion à celles-ci au niveau national, et mener par là à une efficacité et une durabilité accrues du processus. C'est dans cet esprit que le Comité recommande qu'une consultation annuelle de la société civile soit organisée sous son égide dans chaque État membre et au niveau de l'Union.

Le Comité a apporté sa contribution aux politiques du prochain cycle du Semestre européen sous la forme de deux avis de suivi consacrés respectivement à l'[examen annuel de la croissance](#) et à la [recommandation relative à la politique économique de la zone euro](#), ainsi que d'un [rapport d'information](#) sur une série de visites dans des États membres visant à associer la société civile organisée au processus du Semestre européen. (jk)

[Le réseau ferroviaire devrait servir de modèle pour une transition harmonieuse et inclusive vers l'ère numérique](#)



Dans un avis d'initiative adopté en octobre dernier, la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) du Comité économique et social européen (CESE) a plaidé pour une [transition sectorielle inclusive vers un secteur ferroviaire numérisé](#) et proposé une initiative menée par la Commission afin d'obtenir les 100 milliards d'euros d'investissements nécessaires.

«Pour stimuler la numérisation, il importe aussi d'accélérer le déploiement du système européen de gestion du trafic ferroviaire», a indiqué Alberto Mazzola, le rapporteur de l'avis. «Le rail pourrait constituer l'épine dorsale du développement de l'aspect «mobilité» d'une identité numérique européenne, grâce à un environnement réglementaire qui favorise la concurrence et l'innovation».

Le développement du cadre réglementaire et technique doit aussi figurer parmi les priorités. «Il est essentiel que les partenaires sociaux de l'Europe établissent un dialogue afin d'anticiper et d'atténuer les effets négatifs de l'automatisation et de la numérisation, pour garantir une transition équitable», a souligné le corapporteur, Guy Greivelding.

Tout au long de la phase de transition vers un système ferroviaire numérisé, il importe aussi de tenir compte de la sécurité et d'adopter des mesures de cybersécurité efficaces. C'est pourquoi le CESE recommande de renforcer la collaboration, dans ce domaine, entre l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) et l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer (ERA). (sma)

Nouvelles des groupes

[Les entreprises peuvent soutenir la durabilité!](#)



par le groupe des employeurs du CESE

La durabilité revêt une importance primordiale pour les entreprises et les employeurs, dont le rôle en tant que moteurs de développement est fondamental. Une économie saine et solide constitue un vecteur indispensable au développement durable. Nous devons trouver des solutions qui soient bénéfiques du point de vue économique, social et environnemental. Si la perception de la durabilité est très similaire chez les divers acteurs concernés, leurs façons d'y parvenir sont souvent bien différentes.

Ce sont là quelques-unes des conclusions tirées du débat intitulé «Comment les entreprises peuvent-elles promouvoir la durabilité?», qui s'est tenu le

21 novembre 2019 à Barcelone, en Espagne.

«L'entreprise n'est pas un problème pour le développement durable, c'est une solution», a déclaré Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs, dans son allocution de bienvenue. Il a souligné que les entreprises proposent et

fournissent des solutions aussi bien en matière de climat que d'environnement.

Au cours de la discussion principale, des représentants de chacun des trois groupes du CESE ont fait part de leurs points de vue sur la durabilité. Le débat a montré que malgré certaines divergences de vues sur cette question entre les employeurs, les travailleurs et les défenseurs de l'environnement, un terrain d'entente substantiel existe. «La concurrence est essentielle au développement durable. Elle nécessite un environnement réglementaire de qualité, mais certainement pas davantage de réglementation», a insisté Tellervo Kylä-Harakka-Ruonala pour résumer la discussion.

La réunion a eu lieu pendant la MedaWeek, une conférence annuelle qui promeut l'intégration économique de la région méditerranéenne. Les membres du groupe des employeurs ont pris la parole dans le cadre du nouveau forum sur le développement des entreprises en Afrique, du sommet sur le développement durable ECOmeda, ainsi que du forum des femmes entrepreneures dans la région méditerranéenne. Au cours du dîner de gala, Jacek Krawczyk a reçu un prix récompensant sa contribution au développement du secteur privé euro-méditerranéen. (lj)

[La durabilité dans le programme de travail de la Commission européenne pour 2020](#)



par le groupe des travailleurs du CESE

La numérisation, le changement climatique, la démographie et la mondialisation sont les quatre questions sur lesquelles seront axées les grandes priorités politiques du Parlement européen et de la Commission tout au long de ce nouveau mandat. Dans cette perspective, il est nécessaire de mettre en place un nouveau modèle industriel durable qui assure une transition équitable vers une économie circulaire et verte. Certains événements, tels que l'émergence du mouvement des gilets jaunes, nous enseignent que ces mesures, qui sont à prendre de toute urgence ne bénéficieront pas du soutien populaire si elles ne tiennent pas compte des travailleurs et si seuls ces derniers en portent la charge.

Il convient de définir une stratégie globale qui donne aux citoyens et aux travailleurs les moyens d'agir, garantisse la durabilité et protège les droits fondamentaux. Pour progresser sur la voie d'un avenir inclusif, l'UE doit élaborer des instruments juridiquement contraignants qui fixent un niveau de revenu minimum, un seuil de salaire décent et des cadres communs en matière d'assurance chômage.

À cette fin, les investissements sociaux (dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'inclusion sociale et de la transition écologique) doivent être exclus du pacte de stabilité et de croissance par l'application d'une règle d'or, garantissant le développement et la mise en œuvre adéquats du socle européen des droits sociaux et la viabilité des finances publiques. Dès lors, les efforts consentis en matière de durabilité doivent systématiquement intégrer des dimensions sociale, économique et environnementale et les charges et responsabilités doivent être réparties en conséquence, en particulier en ce qui concerne l'imposition. Le dialogue social, la participation des partenaires sociaux à l'élaboration des politiques et le respect de la négociation collective et des droits des travailleurs constituent des outils essentiels pour réaliser une transition équitable qui ne laisse personne de côté. (prp)

[Nouveaux modèles pour les sociétés en Europe](#)



Par le groupe «Diversité Europe» du CESE

Alors que l'égalité entre les hommes et les femmes compte parmi les priorités de la présidente élue de la Commission européenne et que la directive de l'UE concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et aidants entre dans sa phase de transposition, il est essentiel de faire le point sur les interactions entre l'égalité des sexes, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la parentalité, les familles contemporaines, les aidants, l'aide aux membres de la famille handicapés, le vieillissement et la démographie.

Afin d'examiner les interactions entre ces thématiques, le groupe «Diversité Europe» du CESE a organisé le 12 novembre une conférence à haut niveau sur le thème «Nouveaux modèles pour les sociétés en Europe», animée par Ralph Sina, directeur du studio de la WDR et de la NDR à Bruxelles.

Parmi les orateurs figuraient Virginija Langbakk, directrice de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, Annemie Driessens, présidente de la COFACE Europe, et Dominique Boren, ancien président du Réseau des associations européennes de familles LGBTIQ* (NELFA).

Une solution proposée par Arno Metzler, président du groupe «Diversité Europe», était la création d'un parlement européen de la famille, au sein duquel toutes les parties prenantes pourraient établir des contacts entre elles et échanger les meilleures pratiques.

Les présentations réalisées par les intervenants sont disponibles [ici](#).

Bientôt au CESE/manifestations culturelles

[Exposition de photographies et film pour clôturer les activités culturelles du CESE en 2019](#)

Une exposition de photographies représentant l'un des principaux sites du patrimoine industriel de la Croatie et un film stimulant, dans lequel ce qui est différent est «la nouvelle norme», clôtureront le programme culturel 2019 du CESE.



Le CESE accueille actuellement une exposition de photographies en rapport avec ses travaux dans le domaine des mutations industrielles. L'exposition intitulée «Le patrimoine industriel de la ville de Sisak - Passé et présent», préparée par le musée de la ville de Sisak et sa galerie de photos «Siscia Obscura», montre une série de photographies de cette ville croate vue à travers le prisme de photographes croates de renom. L'exposition, qui a été organisée par le groupe des employeurs du CESE et officiellement inaugurée par le président du groupe le 27 novembre, sera visible au Foyer 6 jusqu'à la fin de l'année.

Pour marquer l'édition 2019 de la Journée internationale des personnes handicapées, le CESE projettera le 19 décembre *Downside Up!*, un court-métrage sans paroles sur le fait d'«être différent» qui a reçu plusieurs récompenses internationales. Le directeur artistique du *Théâtre STAP*, une compagnie de théâtre belge travaillant avec des acteurs souffrant de handicaps, et l'acteur principal du film assisteront à la projection et participeront à un échange de vues avec l'assistance dans le cadre d'un débat sur le [Socle européen des droits sociaux](#) et sa conformité avec la [Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations unies](#). La projection du film est organisée par le département de la Communication du CESE et son comité paritaire pour l'égalité des chances (COPEC). (ck)

Rédaction:

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Chloe Lahouse (cl)
Chrysanthi Kokkini (ck)
Ewa Haczyk Plumley (ehp)
Daniela Marangoni (dm)
David Gippini Fournier (dgf)
Giorgia Battiato (gb)
Isabelle Henin (ih)
Jasmin Kloetzing (jk)
Laura Lui (ll)
Leszek Jarosz (lj)
Katerina Serif (ks)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Silvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Agata Berdys (ab)
Katerina Serif (ks)

Adresse:

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique:
eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

décembre 2019/12

11-2019